COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 01 au 07 avril 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Sécurité alimentaire.....3

- La COI pour un traitement différencié des états insulaires
- Sécurité alimentaire et nutritionnelle : La COI plaide en faveur des PEID

Pêche.....13

- All boats on Lake Victoria to have number plates
- Pêche – Soutien financier de la Banque Mondiale
- EU funding to combat illegal fishing on Lake Victoria
- Secteur halieutique : Madagascar doté de 83,15 millions de dollars
- La société de pêche a démarré ses activités

Energies renouvelables.....22

- Energie renouvelable - Des équipements solaires exemptés de droit de douane
- Pour l'ONU et ses partenaires, 100 % d'énergies renouvelables est réalisable et réaliste
- Maurice veut construire des parcs éoliens en mer

Tourisme.....26

- Tourisme – Nosy-be vise haut pour 2017

Biodiversité.....27

- Survival of Seychelles' coral in jeopardy, says marine biologist

Sécurité alimentaire

clicanoo.re

La COI pour un traitement différencié des états insulaires

5 avril 2017

Océan Indien. Face à des représentants de Sao Tomé-et-Principe, de Guinée-Bissau, du Cap-Vert, des Comores, des Seychelles, de Maurice et des Maldives, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Hamada Madi, a réitéré la détermination de l'organisation régionale à voir les petits Etats insulaires en développement (PEID) à bénéficier d'un traitement différencié de la part de la communauté internationale, notamment pour l'accès aux nouvelles sources de financement dont les Fonds climat. C'était à l'ouverture de l'atelier régional de consultation sur le programme d'action global de l'Organisation internationale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PEID, le 4 avril 2017 à Plaisance (Maurice).

http://actus.clicanoo.re/article/soci%C3%A9t%C3%A9/1437875-la-coi-pour-un-traitement-diff%C3%A9renci%C3%A9-des-%C3%A9tats-insulaires

Maurice Info
www.maurice-info.mu
Partager et informer
#mauriceinfo

Plaidoyer remarqué de la COI pour la sécurité alimentaire et un traitement différencié pour les Etats insulaires

7 avril 2017

Face à des représentants de Sao Tomé-et-Principe, de Guinée-Bissau, du Cap-Vert, des Comores, des Seychelles, de Maurice et des Maldives, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Hamada Madi, a réitéré la détermination de l'organisation régionale à voir les petits Etats insulaires en développement (PEID) à bénéficier d'un traitement différencié de la part de la communauté internationale, notamment pour l'accès aux nouvelles sources de financement dont les Fonds climat.



Commission de l'Ocean Indien – COI

C'était à l'ouverture de l'atelier régional de consultation sur le programme d'action global de l'Organisation internationale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PEID, le 4 avril 2017 à Plaisance (Maurice).

Pour Hamada Madi, « l'avenir de nos îles dépend des soutiens qu'elles recevront pour atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Pour y parvenir, l'Afrique et ses institutions politiques et de développement doivent cesser de nous [Ndlr, les PEID] considérer comme de simples éléments de grandes sous-régions continentales. Il faut rappeler, haut et fort, que nos aspirations d'îliens ne peuvent s'épanouir si nous demeurons participants minoritaires – pour ne pas dire « sleeping partners » – à des forums continentaux conçus pour d'autres. Si l'Afrique donne l'exemple, le reste de la communauté internationale suivra et je ne doute pas que les PEID seront alors reconnus comme une entité spécifique au sein du Système des Nations unies ».

Ce plaidoyer porté par la COI vise à sensibiliser la communauté internationale sur les spécificités des PEID particulièrement vulnérables aux chocs mondiaux et aux défis du développement. C'est notamment le cas en ce qui concerne la sécurité alimentaire.

« La dépendance des Etats membres de la COI aux aléas des cours mondiaux des denrées alimentaires est alarmante. L'Indianocéanie n'est absolument pas protégée des risques d'insécurité alimentaire », a souligné le Secrétaire général de la COI.

Pour répondre au défi alimentaire dans les Etats insulaires de l'Indianocéanie, la COI a ainsi élaboré un programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) avec l'appui de la FAO. Hamada Madi a présenté les grandes lignes du PRESAN dont l'objectif est d'assurer la sécurité alimentaire régionale par l'augmentation des productions agricoles, l'amélioration des moyens de stockage et de distribution ainsi que des normes phytosanitaires, entre autres. « Chacun comprendra en regardant la carte de notre région que l'alimentation de nos pays ne peut être dissociée de Madagascar, la Grande Ile, qui concentre 98% des terres arables de toute l'Indianocéanie », a-t-il rappelé.

http://www.maurice-info.mu/plaidoyer-remarque-de-coi-securite-alimentaire-traitement-differencie-etats-insulaires.html

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : La COI plaide en faveur des PEID

5 avril 2017



La Commission de l'océan Indien soutient que les spécificités des petits Etats insulaires en développement (PEID) face aux défis du développement doivent être prises en considération par les institutions politiques et de développement.

Les petits Etats insulaires en développement devraient bénéficier d'un traitement différencié de la part de la communauté internationale, notamment pour l'accès aux nouvelles sources de financement, dont les Fonds climat. La Commission de l'Océan Indien (COI), par le biais de son secrétaire général, Hamada Madi, l'a réitéré, hier, à l'occasion de l'ouverture, à Maurice, de l'atelier régional de consultation sur le programme d'action global de l'Organisation internationale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PEID. Un plaidoyer qui vise à sensibiliser la communauté internationale sur les spécificités des PEID, notamment leur vulnérabilité face aux chocs mondiaux. Hamada Madi s'inquiète particulièrement de cette vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire. *« La dépendance des Etats membres de la COI aux aléas des cours mondiaux des denrées alimentaires est alarmante. L'Indianocéanie n'est absolument pas protégée des risques d'insécurité alimentaire »,* a-t-il souligné.

98%. Pour répondre au défi alimentaire dans les Etats insulaires de l'Indianocéanie, la COI a élaboré un programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) avec l'appui de la FAO. Le secrétaire général en a présenté les grandes lignes dont l'objectif est d'assurer la sécurité alimentaire régionale par l'augmentation des productions agricoles, l'amélioration des moyens de stockage et de

distribution ainsi que des normes phytosanitaires, entre autres. *« Chacun comprendra en regardant la carte de notre région que l'alimentation de nos pays ne peut être dissociée de Madagascar, la Grande Ile, qui concentre 98% des terres arables de toute l'Indianocéanie »*, a-t-il rappelé.

Entité spécifique. Les PEID devront alors bénéficier de davantage de ressources pour relever les défis du développement en général et de la sécurité alimentaire en particulier. Hamada Madi n'a pas manqué de préciser, à l'occasion de l'ouverture de cet atelier régional à Maurice, que l'avenir des PEID dépend des soutiens qu'ils recevront pour atteindre les ODD (objectifs de développement durable) à l'horizon 2030. Non sans mettre en avant la nécessité de donner à ces pays la considération qu'ils méritent dans les processus de développement et les rencontres de haut niveau des acteurs dans ce domaine. *« L'Afrique et ses institutions politiques et de développement doivent cesser de nous [ndlr, les PEID] considérer comme de simples éléments de grandes sous-régions continentales »*, a-t-il affirmé. *« Il faut rappeler, haut et fort, que nos aspirations d'îliens ne peuvent s'épanouir si nous demeurons participants minoritaires – pour ne pas dire « sleeping partners » – à des forums continentaux conçus pour d'autres. Si l'Afrique donne l'exemple, le reste de la communauté internationale suivra et je ne doute pas que les PEID seront alors reconnus comme une entité spécifique au sein du Système des Nations unies ».*

Recueillis par Hanitra R.

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2017/04/05/securite-alimentaire-et-nutritionnelle-la-coi-plaide-en-faveur-des-peid/

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1964 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Sécurité alimentaire : les Etats insulaires en réunion avec la FAO

Jusqu'à demain à Maurice

5 avril 2017

Des techniciens de haut niveau en matière de sécurité alimentaire et de nutrition de sept Petits Etats Insulaires en Développement (PIED) de la région de l'Atlantique et de l'océan Indien : Cap-Vert, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe, Comores, Maldives, Maurice , et Seychelles se réunissent pendant trois jours

Des techniciens de haut niveau en matière de sécurité alimentaire et de nutrition de sept Petits Etats Insulaires en Développement (PIED) de la région de l'Atlantique et de l'océan Indien : Cap-Vert, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe, Comores, Maldives, Maurice , et Seychelles se réunissent pendant trois jours pour fournir leurs contributions spécifiques pour contribuer à la finalisation du Programme d'action mondial (GAP) sur la sécurité alimentaire et la nutrition des PEID.

L'atelier consultatif régional est organisé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission de l'Océan Indien (COI) à Maurice du 4 au 6 avril 2017. Les discussions se sont concentrées sur les principaux problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition auxquels sont confrontés ces PEID, y compris le triple fardeau de la malnutrition (sous-nutrition, déficiences en micronutriments et obésité), et reconnaissant les circonstances particulières auxquelles sont confrontés les PEID, dont la surface des terres agricoles limitée, l'éloignement, les environnements naturels fragiles et une vulnérabilité élevée aux impacts du changement climatique.

Qu'est ce que le GAP ?

Le GAP est un document d'orientation destiné à fournir un cadre pour une approche plus cohérente de la conception des interventions afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des PEID. Il est structuré autour de trois objectifs : (i) l'amélioration des environnements propices à la sécurité alimentaire et à la nutrition grâce à la promotion de l'engagement politique et de la gouvernance, à l'amélioration des capacités et des ressources, à la génération, la diffusion et l'utilisation des connaissances et des informations ; (ii) le développement des systèmes alimentaires durables, résilients et sensibles à la nutrition basés sur les océans et les mers, l'eau douce et les ressources terrestres ; et (iii) l'autonomisation des personnes et des communautés par le biais de programmes de protection sociale, d'interventions et de services communautaires ciblés pour prévenir et traiter la malnutrition sous toutes ses formes.

Pourquoi réunir les PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien ?

Comme l'a souligné le Secrétaire Général de la COI, Hamada Madi Boléro, dans son discours d'ouverture : « malgré des niveaux de développement contrastés, nos îles sont maintenant confrontées à des défis communs ». Cet atelier offre des occasions de partager l'expérience, en aidant à définir davantage les priorités et les actions qui sont clairement alignées sur les stratégies existantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition aux niveaux mondial, régional et national, et donc de mieux répondre aux besoins des PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien. À titre d'exemple, le GAP sera aligné sur le PRESAN, le programme régional de l'océan Indien pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

http://www.temoignages.re/international/monde/securite-alimentaire-les-etats-insulaires-en-reunion-avec-la-fao,89220

Madagascar Actualités

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : La COI plaide en faveur des PEID



La Commission de l'océan Indien soutient que les spécificités des petits Etats insulaires en développement (PEID) face aux défis du développement doivent être prises en considération par les institutions politiques et de développement.

Les petits Etats insulaires en développement devraient bénéficier d'un traitement différencié de la part de la communauté internationale, notamment pour l'accès aux nouvelles sources de financement, dont les Fonds climat. La Commission de l'Océan Indien (COI), par le biais de son secrétaire général, Hamada Madi, l'a réitéré, hier, à l'occasion de l'ouverture, à Maurice, de l'atelier régional de consultation sur le programme d'action global de l'Organisation internationale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PEID. Un plaidoyer qui vise à sensibiliser la communauté internationale sur les spécificités des PEID, notamment leur vulnérabilité face aux chocs mondiaux. Hamada Madi s'inquiète particulièrement de cette vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire. *« La dépendance des Etats membres de la COI aux aléas des cours mondiaux des denrées alimentaires est alarmante. L'Indianocéanie n'est absolument pas protégée des risques d'insécurité alimentaire »,* a-t-il souligné.

98%. Pour répondre au défi alimentaire dans les Etats insulaires de l'Indianocéanie, la COI a élaboré un programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) avec l'appui de la FAO. Le secrétaire général en a présenté les grandes lignes dont l'objectif est d'assurer la sécurité alimentaire régionale par l'augmentation des productions agricoles, l'amélioration des moyens de stockage et de distribution ainsi que des normes phytosanitaires, entre autres. *« Chacun comprendra en regardant la carte de notre région que l'alimentation de nos pays ne peut être dissociée de Madagascar, la Grande Ile, qui*

concentre 98% des terres arables de toute l'Indianocéanie », a-t-il rappelé.

Entité spécifique. Les PEID devront alors bénéficier de davantage de ressources pour relever les défis du développement en général et de la sécurité alimentaire en particulier. Hamada Madi n'a pas manqué de préciser, à l'occasion de l'ouverture de cet atelier régional à Maurice, que l'avenir des PEID dépend des soutiens qu'ils recevront pour atteindre les ODD (objectifs de développement durable) à l'horizon 2030. Non sans mettre en avant la nécessité de donner à ces pays la considération qu'ils méritent dans les processus de développement et les rencontres de haut niveau des acteurs dans ce domaine. *« L'Afrique et ses institutions politiques et de développement doivent cesser de nous [ndlr, les PEID] considérer comme de simples éléments de grandes sous-régions continentales »,* a-t-il affirmé. *« Il faut rappeler, haut et fort, que nos aspirations d'îliens ne peuvent s'épanouir si nous demeurons participants minoritaires – pour ne pas dire « sleeping partners » – à des forums continentaux conçus pour d'autres. Si l'Afrique donne l'exemple, le reste de la communauté internationale suivra et je ne doute pas que les PEID seront alors reconnus comme une entité spécifique au sein du Système des Nations unies ».*

Recueillis par Hanitra R.

http://madagascar-actualites.com/securite-alimentaire-et-nutritionnelle-la-coi-plaide-en-faveur-des-peid/

7 Etats insulaires concoctent le Programme mondial sur la sécurité alimentaire

05/04/2017



Des techniciens de haut niveau en matière de sécurité alimentaire et de nutrition de sept (07) Patits Etats Insulaires en Développement (PIED) de la région de l'Atlantique et de l'océan Indien (Cap-Vert, Guinée-Bissau, Sao

Tomé-et-Principe, Comores, Maldives, Maurice et Seychelles) se réunissent pendant trois jours pour fournir leurs contributions spécifiques pour contribuer à la finalisation du Programme d'action mondial (GAP) sur la sécurité alimentaire et la nutrition des PEID.

L'atelier consultatif régional est organisé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Commission de l'Océan Indien (COI) à Maurice du 4 au 6 avril 2017. Les discussions se sont concentrées sur les principaux problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition auxquels sont confrontés ces PEID, y compris le triple fardeau de la malnutrition (sous-nutrition, déficiences en micronutriments et obésité), et reconnaissant les circonstances particulières auxquelles sont confrontés les PEID, dont la surface des terres agricoles limitée, l'éloignement, les environnements naturels fragiles et une vulnérabilité élevée aux impacts du changement climatique.

Qu'est ce que le GAP?

Le GAP est un document d'orientation destiné à fournir un cadre pour une approche plus cohérente de la conception des interventions afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des PEID. Le GAP est un suivi direct des Modalités d'action accélérées des PEID (l'initiative SAMOA). Il vise à accélérer l'action en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les PEID et, ce faisant, à soutenir leurs efforts en vue de l'Agenda de 2030 pour le développement durable. Le GAP est structuré autour de trois objectifs: (i) l'amélioration des environnements propices à la sécurité alimentaire et à la nutrition grâce à la promotion de l'engagement politique et de la gouvernance, à l'amélioration des capacités et des ressources, à la génération, la diffusion et l'utilisation des connaissances et des informations; (ii) le développement des systèmes alimentaires durables, résilients et sensibles à la nutrition basés sur les océans et les mers, l'eau douce et les ressources terrestres; et (iii) l'autonomisation des personnes et des communautés par le biais de programmes de protection sociale, d'interventions et de services communautaires ciblés pour prévenir et traiter la malnutrition sous toutes ses formes.

La FAO, en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU DESA) et le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement

(OHRLLS), facilite le développement du GAP et contribuera à sa mise en œuvre grâce à un soutien à l'amélioration de l'alignement des politiques et à l'élargissement des nombreux bons exemples de projets mis en œuvre dans de nombreux pays membres, dans le cadre d'une approche plus programmée.

Pourquoi réunir les PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien ?

Comme l'a souligné le Secrétaire Général de la COI, Hamada Madi Boléro, dans son discours d'ouverture : «malgré des niveaux de développement contrastés, nos îles sont maintenant confrontées à des défis communs». Cet atelier offre des occasions de partager l'expérience, en aidant à définir davantage les priorités et les actions qui sont clairement alignées sur les stratégies existantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition aux niveaux mondial, régional et national, et donc de mieux répondre aux besoins des PEID de l'Atlantique et de l'océan Indien. À titre d'exemple, le GAP sera aligné sur le PRESAN, le programme régional de l'océan Indien pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

http://africanmanager.com/7-etats-insulaires-concoctent-le-programme-mondial-sur-la-securite-alimentaire/

AllAfrica

Madagascar: Sécurité alimentaire et nutritionnelle - La COI plaide en faveur des PEID

Par Hanitra R.

La Commission de l'océan Indien soutient que les spécificités des petits Etats insulaires en développement (PEID) face aux défis du développement doivent être prises en considération par les institutions politiques et de développement.

Les petits Etats insulaires en développement devraient bénéficier d'un traitement différencié de la part de la communauté internationale, notamment pour l'accès aux nouvelles sources de financement, dont les Fonds climat.

La Commission de l'Océan Indien (COI), par le biais de son secrétaire général, Hamada Madi, l'a réitéré, hier, à l'occasion de l'ouverture, à Maurice, de l'atelier régional de consultation sur le programme d'action global de l'Organisation internationale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PEID.

Un plaidoyer qui vise à sensibiliser la communauté internationale sur les spécificités des PEID, notamment leur vulnérabilité face aux chocs mondiaux. Hamada Madi s'inquiète particulièrement de cette vulnérabilité en matière de sécurité alimentaire.

« La dépendance des Etats membres de la COI aux aléas des cours mondiaux des denrées alimentaires est alarmante. L'Indianocéanie n'est absolument pas protégée des risques d'insécurité alimentaire », a-t-il souligné.

98%. Pour répondre au défi alimentaire dans les Etats insulaires de l'Indianocéanie, la COI a élaboré un programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) avec l'appui de la FAO.
Le secrétaire général en a présenté les grandes lignes dont l'objectif est d'assurer la sécurité alimentaire régionale par l'augmentation des productions agricoles, l'amélioration des moyens de stockage et de distribution ainsi que des normes phytosanitaires, entre autres.

« Chacun comprendra en regardant la carte de notre région que l'alimentation de nos pays ne peut être dissociée de Madagascar, la Grande Ile, qui concentre 98% des terres arables de toute l'Indianocéanie », a-t-il rappelé.

Entité spécifique. Les PEID devront alors bénéficier de davantage de ressources pour relever les défis du développement en général et de la sécurité alimentaire en particulier

http://fr.allafrica.com/stories/201704050899.html

Lire aussi :

http://madagascar.shafaqna.com/FR/MG/1190802
http://gasy.net/fr/info/31-presse/midi-madagasikara/228733-securite-alimentaire-et-nutritionnelle-la-coi-plaide-en-faveur-des-peid.html

Pêche

Daily Monitor

All boats on Lake Victoria to have number plates

SATURDAY APRIL 1 2017



All fishing boats on Lake Victoria must have number plates before being authorised to ply the lake, three East African member states of Uganda, Kenya and Tanzania, have agreed.

In Summary

- Mr Paul Okware, the ministry's commissioner for operations on Lake Victoria, said the country is losing a lot to illegal fishing where unauthorised nets, among others, are being used on the lake to catch under size fish.

ADVERTISEMENT

By PAUL TAJUBA

Entebbe. All fishing boats on Lake Victoria must have number plates before being authorised to ply the lake, three East African member states of Uganda, Kenya and Tanzania, have agreed. According to Mr Patrick Kimani, an official from SmartFish, a regional fisheries programme funded by the European Union to tackle illegal fishing on the lake, the joint move is among a raft of measures that the three countries advanced as they seek to arrest the near-to-nothing fish stocks situation. "Some boats you see in the lake are more expensive than cars. So why do we say boda bodas (commercial motorcycles) and cars should have number plates and not boats," Mr Kimani asked at the regional Monitoring, Control and Surveillance (MCS) conference in Entebbe in Wakiso District on Wednesday.

"When the boats are used in illegal fishing, for now, we cannot track down the owner. But with the number plates, we have a national data base, it is even digitalised, [and] once you get involved in illegalities, we can track you and deny you licence for the next years," he added.
Mr Geoffrey Monor, the executive secretary of Lake Victioria Fisheries Organisation, an institution of the East African Community, said the current fish stocks are at an alarming rate and everything is being done, including joint monitoring of the lake, providing adequate information to policy makers and lobbying for reinstatement of beach management units, to tame irregularities.

The Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries figures show that Uganda has lost more than 1 million jobs due to the dwindling fish stocks.
Already, according to available data as of last year, more than 10 fish processing factories have closed.Mr Paul Okware, the ministry's commissioner for operations on Lake Victoria, said the country is losing a lot to illegal fishing where unauthorised nets, among others, are being used on the lake to catch under size fish.

http://www.monitor.co.ug/News/National/All-boats-Lake-Victoria-number-plates/688334-3872468-unn02oz/index.html

Pêche – Soutien financier de la Banque Mondiale

01.04.2017

Madagascar et la Commission de l'océan Indien bénéficient d'un financement de 83,15 millions de dollars pour améliorer la gestion des pêches. Il permettra d'améliorer l'exploitation de certaines ressources halieutiques et de permettre à des catégories de pêcheurs d'avoir accès à des moyens de subsistance alternatifs, comme l'indique la Banque dans un communiqué.
À Madagascar, la pêche maritime et l'aquaculture représentent une production annuelle d'une valeur de 213 millions de dollars. Soit 7 % du produit intérieur brut national. Le secteur emploie directement 300 000 personnes, mais environ 500 000 en vivent indirectement ou partiellement.
Le montant du projet consiste en un crédit de la Banque Mondiale d'un

montant de 65 millions de dollars en faveur de Madagascar, un financement du Fonds pour l'environnement mondial de 6,42 millions de dollars, une contribution de 2,73 millions de dollars du Fonds japonais pour le développement des politiques et des ressources humaines et un don de 9 millions de dollars consenti par la Banque Mondiale à la COI.

Lova Rafidiarisoa
http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/peche-soutien-financier-de-la-banque-mondiale/

Estanakkazi.blogspot.ug

EU funding to combat illegal fishing on Lake Victoria

Monday, April 3, 2017



Fisheries Managers from Uganda, Kenya and Tanzania

By Esther Nakkazi The European Union (EU) will contribute 100,000 Euros to improve monitoring, control and surveillance of Lake Victoria to combat illegal, unreported and unregulated fishing. More funds are expected from partner states.

The EU funds to be available for eight months from April to November 2017, will be managed by the Lake Victoria Fisheries Organisation (LFVO) and given to SmartFish one of the largest regional Programmes for fisheries in Africa.

At a regional consultative meeting held in Entebbe (28-29th March), fisheries managers from three partner states that share Lake Victoria of Uganda, Kenya and Tanzania agreed on a joint action plan.

The fisheries managers agreed to carry out joint patrol activities, registration of fishers, enforcement and support to comply with licensing, marking licensed fishing boats as well as creating awareness and encouraging voluntary surrender of illegal fishing gears.

"Pooling of assets, information and knowledge between different countries enables countries to share surveillance and control of fishing," said Fanjanirina Jérômine, IOC-SmartFish monitoring, control and surveillance (MCS) Assistant.

Patrick Kimani the Kenya regional representative IOC-SmartFish said there is need to sustain MCS activities being undertaken although inspite of these illegal fishing on Lake Victoria persists. Paul Okware the acting assistant commissioner in charge of regulation and control at the Uganda Ministry of Agriculture, Animal industry and Fisheries said illegal users use strange illegal methods and gears, they have increased catching and trading in immature fish and in the meantime harmonising all agencies in enforcement for all partner states has become a nightmare.

Fisheries situation in Uganda:

Lake Victoria partner states now all have different standards especially after Uganda in November 2015, suspended all operations of Fisheries Officers, Beach Management Units (BMUs) and police pending reforms.

But prior to this there was harmony as fisheries management in Uganda, Kenya and Tanzania was on a single spine command. By 2004, co-management, BMUs and other institutions were formed.

In Uganda, with time these did not function well as parallel and uncoordinated enforcement systems and officers emerged who pushed the technical officers and BMUs to the side lines thus causing a gap for fisheries illegalities to escalate.

Uganda's suspension was announced by the President Yoweri Museveni in November 2015 and he issued a directive requiring fisheries to form a Fish Protection Unit (FPU) led by an officer from the Presidents office and to that effect a Memorandum of Understanding (MoU) was prepared, in the long run the Fish Bill incorporating reforms will be passed.

BMUs were useful to improve and maintain sanitation to meet Fish Quality Assurance and safety requirements, maintain and update registers of BMU and vet fishers to be licensed, provide fisheries catch and marketing data, implement fisheries regulations and management measures at the landing sites as well as develop local fisheries management plans, said Okware.

Museveni also directed that special courts for fisheries be introduced. He abolished importation of fishing gears and announced imprisonment of 7 years for fisheries offenders. According to Okware over 300 illegal gears were impounded in 2015/2016 and 0.3% vessels are licensed in Uganda waters but if all vessels were licensed and a formidable enforcement was in place, Uganda would collect Ushs 5 billion annually. Godfrey Monor, the executive secretary LVFO said it was awkward that only 0.3 vessels are licensed by Uganda because it creates a situation of 'free for all' which is not healthy for an ecosystem. But the meeting heard that licensing in Uganda is also used as a management tool, more like the less the licensing the more the fish stocks will grow. Uganda has also introduced a mobile licensing system and TradeMark East Africa will soon train fisheries people on e-licensing system.

Kenya and Tanzania Monitoring, Control and Surveillance status report;

In the Kenya waters, according to the 2016 frame survey, gill-nets increased by 2% from 188,984 in 2014 to 192987 in 2016 of these about 40% are undersize or illegal; monofilaments increased from 58 in 2004 to 20,842 in 2016; beach seines increased by 24% from 724 in 2014 to 901 in 2016.

The number of fishers increased by 9% from 40133 in 2014 to 43,799 in 2016; boats increased by 7% from 13,402 in 2014 to 14365 in 2016. Over 300 illegal gears were impounded in 2015/2016 and they are in the process of boat registration to give specific identities to crafts then licensing to will commence.

This comes at the backdrop that Kenya since the inception of the devolved system of governance no meaningful MCS has been done as well there is little information exchange between counties and national governments.

Meanwhile, Tanzania has the highest MCS activities compared to Uganda and Kenya on Lake Victoria. For instance for the period January 2016 to March 2017, Tanzania patrols resulted into confiscation of 19,250 beach seines, 3,171 undersize gill-nets, 9,459 monofilaments, 44 dagaa nets, 84,140 kgs of immature fish and apprehension of 777 culprits. In Tanzania, fishing vessel licensing is done by a competent authority in collaboration with BMUs. According to the frame survey report 2016, the total number of fishing crafts operating in Tanzanian waters were 31,773. A total of 18,452 or 58.07% of the total Fishing Crafts are registered and licensed, the highest number on Lake Victoria.

Way forward for MCS on Lake Victoria;

The meeting heard that inspite of all activities including joint regional patrols by partners states on Lake Victoria there is increased illegal fishing as well as catching and trading in immature fish. Susan Imende deputy Director at Ministry of Fisheries Development Kenya said fisheries managers have to think 'outside the box' as illegal users are ahead of them which is pushing down fish stocks and while joint regional patrols could be effective and are a normal procedure the arrested fishers say they are being harassed. Samson Abura the LVFO Communication Director said this time it should be ' business unusual' and suggested a data base for MCS operations and IUUs to be set up as well as a good plan to show partner governments what is being done.

However, Monor from LVFO was skeptical about sustainability and if suggested activities would create any change. "We have done many activities but get the same results. We shall first increase the appetite of illegal fisheries but what happens after November?," he asked after the EU funds are used up.

"This is like a 'knee jack reaction' because the funds are available. Will it be sustainable and have effective outcomes?" wondered Monor.

http://estanakkazi.blogspot.ug/2017/04/eu-funding-to-combat-illegal-fishing-on.html

Secteur halieutique : Madagascar doté de 83,15 millions de dollars

01/04/2017

Un financement de 83,15 millions de dollars a été accordé à Madagascar et la Commission de l'océan Indien (COI) pour l'amélioration de la gestion des pêches dans la région. Cet appui financera un projet permettant de résoudre les problèmes de gouvernance et de productivité du secteur halieutique malgache, selon une note publiée hier par la Banque mondiale. Il permettra également d'améliorer l'exploitation d'une partie des ressources halieutiques à l'échelle régionale, nationale et communautaire, et de permettre à des catégories de pêcheurs d'avoir accès à des moyens de subsistance alternatifs.

Le montant du projet comprend un crédit de la Banque mondiale de 65 millions de dollars en faveur de Madagascar, un financement du Fonds pour l'environnement mondial (Fem) de 6,42 millions de dollars, une contribution de 2,73 millions de dollars du Fonds japonais pour le développement des politiques et des ressources humaines et un don de 9 millions de dollars consenti par la Banque mondiale à la Commission de l'océan Indien.

Gouvernance des pêches

Par ailleurs, un deuxième projet sur la gouvernance des pêches et la croissance partagée dans le Sud-Ouest de l'océan Indien (SWIOFish2) vient compléter un premier projet encore en cours aux Comores, au Mozambique et en Tanzanie. Il vise à faire en sorte que les pays du Sud-Ouest de l'océan Indien et en particulier Madagascar, tirent profit des avantages économiques, sociaux et environnementaux que procure une exploitation durable des ressources halieutiques.

«Si l'on veut éviter que cette exploitation ne continue de porter atteinte aux services rendus par les écosystèmes marins, il est indispensable d'améliorer la gestion de la pêche, d'associer davantage les communautés locales et le secteur privé, et ce faisant, d'accroître les bénéfices économiques tirés des ressources halieutiques», expliquent Xavier Vincent et Benjamin Garnaud, responsables du projet à la Banque mondiale.

http://www.newsmada.com/2017/04/01/secteur-halieutique-madagascar-dote-de-8315-millions-de-dollars/

La Gazette
des Comores

La société de pêche a démarré ses activités

01/04/2017 admin



La société de pêche Comores National Fishing Company a démarré ses activités commerciales il y a une dizaine de jours. Deux centres communautaires sont déjà opérationnels, à savoir Mitsamiouli et Hantsambou. Trente bateaux de pêches de 6 mètres sont déjà exploités au démarrage des activités.

« Nous avons effectué des travaux de réaménagement des centres, installée des groupes électrogènes, réparé les installations d'eau dans les centres communautaires déjà opérationnels », a

l-5e-journee-championnat-des-comores-volcan-et-ngaya-se-neutralisent-sur-le-...

« Nous avons effectué des travaux de réaménagement des centres, installée des groupes électrogènes, réparé les installations d'eau dans les centres communautaires déjà opérationnels », a déclaré Jean-Vincent Chantreau, le directeur exécutif de la société. Selon lui, des bateaux de 14 mètres et des nouveaux centres devraient être mis en service dans les prochaines semaines en vue d'augmenter les capacités de production.

« Les prix de nos poissons sont très attractifs, moins chers que sur le marché local. Nous ciblons les restaurants, les commerces, les hôtels. Nous produisons aussi des glaces et glaçons pour nos clients », a affirmé Mr Chantreau.

« Nous avons des poissons de qualité. Nous avons pris toutes les précautions pour que nos produits soient conservés dans de meilleures conditions et pour s'assurer qu'il n'y ait pas de rupture dans la chaine de froid », a poursuivi le directeur exécutif.

Pour le moment on renforce l'approvisionnement dans le marché comorien. Dans le long terme, nous espérons produire jusqu'à 45 tonnes par jours et d'exporter 80% de notre production.

Plus de 200 personnes sont employés par la société. Nous avons fait de nouveaux dedans les services de production et travaillons avec les coopératives de pêcheurs. La direction n'a pas manqué de souligner qu'il est difficile de trouver une main d'œuvre qualifiée dans les activités liées à la transformation des produit halieutiques, notamment dans le suivi de qualité.

Un partenariat avec l'Ecole de pêche d'Anjouan, et des séries de formations au sein même de la société font partie des pistes proposées par la direction de la société pour renforcer les capacités de son personnel.

A.A.Hamdi

http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/la-soci%C3%A9t%C3%A9-de-p%C3%AAche-a-d%C3%A9marr%C3%A9-ses-activit%C3%A9s.html

Pour en savoir plus

https://youtu.be/My2pH8Yg8kI
https://youtu.be/-Vf844kyNPM
https://www.standardmedia.co.ke/ktnnews/video/2000125619/-business-today-growing-aquaculture-4th-april-2017
https://youtu.be/gAiTUPs8XEI

Energies renouvelables

Quotidien national d'information et d'analyse
La Vérité
"Toute verité est bonne à dire"

Energie renouvelable - Des équipements solaires exemptés de droit de douane

31 mars 2017



Appui au secteur de l'énergie renouvelable. La protection de l'environnement et le développement du secteur de l'énergie renouvelable semblent actuellement importants pour les dirigeants de la Grande île. Par conséquent, les chauffe-eaux non électriques sont exemptés de droit de douane depuis le début de cette année 2017, parallèlement à des dispositifs fonctionnant à l'énergie renouvelable tels que les panneaux solaires qui sont exemptés de ce droit depuis l'année 2011, comme l'a expliqué une responsable auprès de la Direction des douanes, avant-hier.
D'après les explications de la responsable, l'exemption du droit de douane existait déjà pour les chauffe-eaux électriques. « Il est donc normal qu'il en soit de même pour tous les chauffe-eaux non électriques. Cela est effectif depuis le 1er janvier 2017 », a-t-elle renchéri. Cela inclut les chauffe-eaux solaires et ceux à gaz, utilisés par des foyers et plusieurs infrastructures dans la Grande île. Cette distinction est aussi relative à la loi de Finances initiale (Lfi) 2017, qui affirme que le chauffe-eau non électrique est exempté de droit de douane et de taxe sur la valeur ajoutée (Tva) à l'importation. La transcription de l'exonération de Tva à l'importation a également été proposée par la Direction générale des impôts en ce qui concerne les batteries solaires aux fins d'appui au secteur de l'énergie renouvelable. Ces batteries étaient déjà exemptées de droit de douane dans les années précédentes. Il en est de même pour plusieurs autres kits solaires, et cela depuis plusieurs années. Les dispositifs fonctionnant à l'énergie solaire auraient donc dû observer une baisse des prix sur le marché depuis lors.

Toujours aussi chers

Les prix des kits solaires ne sont pas pour autant abordables dans la Grande île. Un panneau solaire coûte entre 800 000 et 1 400 000 ariary actuellement chez les magasins spécialisés. D'après les explications d'un responsable auprès d'un magasin vendant ces genres de produit à Talatamaty, « même si l'on ne paie pas de droit de douane, certains frais et charges afférents aux matériels sont quand même onéreux ».

Tiasoa Samantha

http://www.laverite.mg/economie/item/3265-energie-renouvelable-des-%C3%A9quipements-solaires-exempt%C3%A9s-de-droit-de-douane.html

ÉNERGIE RENOUVELABLE

Maurice veut construire des parcs éoliens en mer

Après les parcs éoliens sur terre, Maurice compte maintenant venir avec des parcs sur mer. Dans ce sens, une 'Expression of Interest' vient d'être lancée par le Mauritius Research Council.

Le pays vise grand et à long terme. Après la construction d'un parc éolien à Bras-d'Eau, Maurice veut exploiter l'énergie éolienne sur mer. Le projet est primordial, car le pays est dépendant de l'importation de l'huile lourde et le charbon pour ses besoins énergétiques, et le gouvernement veut devenir une économie à faible émission de carbone, cadrant avec le développement durable.



Le gouvernement veut devenir une économie à faible émission de carbone, cadrant avec le développement durable.

D'ailleurs, conformément à la politique du gouvernement, le *Mauritius Research Council* (MRC) vient de lancer une '*Expression of Interest*' pour le développement des parcs éoliens en mer pour Maurice. L'organisme est à la recherche des compagnies ayant une expérience passée dans le développement de parcs éoliens en mer. Les consultants doivent posséder une vaste expérience dans la collecte de données sur les sites, la conduite des processus de délivrance des permis, la préparation des documents d'appel d'offres pour l'acquisition d'éoliennes en mer et la prestation de services de supervision de projets similaires.

Des sites comme Flic-en-Flac et Mahébourg ont été identifiés par le MRC. Flic-en-Flac a été choisi, car il existe une forte demande en électricité dans cette région puis en raison du *South-East Trade Wind*. Mais grâce à la position géographique de Maurice, une ferme éolienne peut être construite n'importe où. Des parcs éoliens sur mer peuvent même être construits à Rodrigues. En outre, le gouvernement s'est engagé à faire de l'économie océanique une industrie importante pour soutenir sa diversification économique, la création d'emplois et de richesses.

Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'accroître la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables à 35 % d'ici 2025. La *Mauritius Renewable Energy Agency* (MARENA) a été créée pour faciliter la mise en œuvre des projets. Avec un total de 2,3 millions de kilomètres de zone économique exclusive, le pays est géographiquement bien placé pour exploiter l'énergie éolienne en mer. Cet atout peut largement contribuer à la sécurité énergétique du pays et aider à dépasser l'objectif escompté de 35 % de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables.

Maurice a déjà un parc éolien sur terre, à Bras-d'Eau. Ce projet a nécessité une année de travail et des investissements de Rs 700 millions. Les 11 éoliennes qui composent ce parc et qui font 65 mètres de hauteur sont alignées à une distance de 130 mètres. La capacité de production totale de cette ferme sera de 9,35 MW et 16,3 millions de KWh annuellement. Ainsi, 10 000 foyers seront approvisionnés grâce à cette centrale.

Ashwin Kanhye
ashwinkanhye@defimedia.info

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Pour l'ONU et ses partenaires, 100 % d'énergies renouvelables est réalisable et réaliste

L'autonomie énergétique possible partout

5 avril 2017

En 1999, Paul Vergès lançait le mot d'ordre d'autonomie énergétique à La Réunion pour 2025. En 2010, ce projet a été stoppé alors qu'il est plus que jamais d'actualité ailleurs dans le monde. L'ONU note aujourd'hui que les 100 % énergies renouvelables est sur la bonne voie : « les principaux experts mondiaux en énergie se livrent à des discussions rationnelles sur leur faisabilité et leur calendrier »



Dans un rapport du Réseau mondial multipartite pour la promotion des politiques en faveur des énergies renouvelables (REN21) publié lundi, une large majorité d'experts interrogés considèrent que les technologies utilisant les énergies renouvelables permettent d'abaisser les barrières d'accès aux services énergétiques des communautés.

Environ 100 millions de personnes reçoivent actuellement de l'électricité à travers des systèmes de distribution d'énergies renouvelables dont les marchés connaissent une croissance rapide.

Alors que le Forum de l'énergie durable pour tous réunit cette semaine, à New York, le dernier rapport sur la faisabilité et les défis de la réalisation d'un avenir énergétique 100 % renouvelable du REN21, dont le Programme des Nations Unies pour l'environnement est un partenaire, analyse les points de vue de 114 experts en énergie de renom de toutes les régions du monde.

Impact de la Chine

Selon le rapport, plus de 70 % des experts interrogés, notamment les experts européens et australiens, considèrent une transition mondiale vers 100 % d'énergie renouvelable à la fois faisable et réaliste. L'étude souligne également un large consensus sur l'idée que les énergies renouvelables seront importantes à l'avenir, avec de nombreux experts notant que même de grandes entreprises internationales choisissent de plus en plus des produits à énergies renouvelables soit à partir d'opérateurs, soit par des investissements directs dans leur propre capacité de production.

« Lorsque REN21 a été fondée en 2004, l'avenir des énergies renouvelables semblait très différent de ce qu'il est aujourd'hui », a déclaré le Président de REN21, Arthouros Zervos, dans un communiqué. « À l'époque, personne n'aurait pu imaginer qu'en 2016 la Chine deviendrait la puissance énergétique des énergies renouvelables du monde ; et que plus de la moitié des investissements mondiaux en énergie renouvelable se dérouleraient dans les économies des pays émergents et en développement. À l'époque, les appels pour une énergie 100 % renouvelable n'ont pas été pris au sérieux, aujourd'hui, les principaux experts mondiaux en énergie se livrent à des discussions rationnelles sur leur faisabilité et leur calendrier », a-t-il fait remarquer.

De nombreuses entreprises, régions, îles et villes ont déjà fixé des objectifs d'énergies 100 % renouvelables. Près de 70 % des experts interrogés s'attendent à ce que le coût des énergies renouvelables continue de baisser, en battant tous les combustibles fossiles dans un délai de 10 ans.

Le photovoltaïque à vent et solaire sont en fait déjà compétitifs en termes de couts avec une nouvelle génération conventionnelle dans la plupart des pays de l'OCDE. Des pays aussi divers que la Chine et le Danemark démontrent que la croissance du PIB peut être découplée de l'augmentation de la consommation d'énergie.

Dépasser les intérêts particuliers

Le rapport identifie toutefois un certain nombre de défis. Dans certaines régions, notamment en Afrique, aux États-Unis et au Japon, les experts

sont sceptiques quant à l'atteinte d'un objectif d'approvisionnement en énergie 100 % renouvelable dans leurs propres pays ou régions d'ici 2050, en grande partie en raison des intérêts en place de l'industrie de l'énergie conventionnelle.

Par ailleurs, les experts soulignent qu'il n'existe pas de solution suffisante pour transformer le secteur des transports, par exemple à travers le remplacement des moteurs à combustion avec des moteurs électriques. Un changement modal sera nécessaire pour passer par exemple de la route au rail.

Les experts relèvent également que le manque de certitude concernant des politiques à long terme et l'absence d'un climat stable pour les investissements dans des énergies renouvelables et efficaces entravent le développement dans la plupart des pays.

« Ce rapport présente un large éventail de points de vue d'experts et est destiné à stimuler la discussion et le débat à la fois sur les opportunités et les défis pour atteindre un avenir énergétique 100 % renouvelable d'ici le milieu du siècle », a déclaré pour sa part la Secrétaire exécutive de REN21, Christine Lins. « Des vœux pieux ne nous amènera pas (vers cet objectif). C'est seulement en comprenant pleinement les défis et en engageant un débat éclairé sur la façon de les surmonter, que les gouvernements pourront adopter de bonnes politiques et des incitations financières pour accélérer le rythme de déploiement », a-t-elle précisé.

http://www.temoignages.re/economie/pour-l-onu-et-ses-partenaires-100-d-energies-renouvelables-est-realisable-et-realiste,89215

Tourisme

Tourisme – Nosy-be vise haut pour 2017

04.04.2017

Second souffle pour l'île aux parfums. L'office régional du tourisme de Nosy-be met les bouchées doubles.

Mis en place l'année dernière, le nouveau bureau de l'office régional du tourisme de Nosy Be ou ORTNB a pour première vocation de promouvoir la destination tout en rapprochant le ministère concerné avec les opérateurs locaux. Après le classement de l'île en tant que zone orange, il y a de cela quelques années, entraînant tout le marché du tourisme de cette région dans un avenir incertain, l'inauguration de ce bureau fut peut-être, l'une des pierres angulaires dans la reconstruction économique de l'île aux parfums. Avec le recensement des visiteurs non-résidents aux frontières de Madagascar, effectué par le ministère du tourisme pour l'année 2015 à hauteur de près de 250.000, et une estimation de plus de 72.000 touristes ayant visité Nosy-be la même année. L'île aux parfums représente à elle seule, presque le tiers du marché touristique national. Un chiffre qui, selon l'office, devrait encore augmenter pour cette année 2017. Une progression dans les chiffres que les acteurs touristiques nationaux, notamment le ministère ainsi que les opérateurs œuvrant dans la région comptent atteindre en privilégiant le recours à de nouvelles stratégies touristiques sans pour autant délaisser les formules qui ont déjà fait la renommée de l'ile.

Potentiel

Outre les stratégies classiques, pour ne citer que les différents festivals qui s'y tiennent, à l'instar de « mi-paques à Nosy be », le plus proche dans l'agenda, sans oublier le festival Donia qui se tiendra vers la fin du mois de mai pour cette année, le festival de tortues de Nosy Iranja, qui aura lieu entre le du 26 au 28 mai prochain ou encore le fameux Somaroho et enfin le salon du tourisme prévu pour le mois de juin, l'île aux parfums réserve encore d'autres surprises qui seront loin de déplaire aux touristes. C'est pour cette raison que l'office du tourisme de l'île a mis un point d'honneur à mettre en avant de nouveaux circuits sur des sites presque inexplorés de Nosy-be mais qui ont pourtant un fort potentiel en matière de tourisme culturel. On ne citera entre autres que la visite du mont Passot, les rituels sur l'arbre sacré, le village mythique de Marodoka, la fameuse route du Nord, les merveilles de Nosy Tanikely, de Nosy Komba et sa vanille ou encore les réserves naturelles intégrales de Lokobe.

« À rappeler que l'objectif du million de touristes à Madagascar pour l'horizon 2020 reste encore difficile, mais pas impossible à atteindre. Raison pour laquelle il est primordial de redynamiser la destination Nosy-be entre autre stratégie dans la mesure où elle accueille, à elle seule, près de 30% des touristes à destination de l'île rouge », concluent les responsables de l'ORTNB.

Harilalaina Rakotobe

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/tourisme-nosy-be-vise-haut-pour-2017/

Biodiversité

Survival of Seychelles' coral in jeopardy, says marine biologist

April 7, 2017,



File photo: The Seychelles National Park Authority says above average sea temperatures caused by the El Niño phenomenon has affected between 60 percent to 90 percent of coral in the Curieuse Marine Park. (Seychelles News Agency)

The coral reefs of Seychelles are in grave danger due to the damage sustained during last year's warm **El Niño** and the general effect of **climate change**, says a local marine biologist.

Jude Bijoux told SNA that, "The current live coral cover in sites that have been monitored is now approximately 3 to 5 percent and very much at risk due to the warming effect of the climate change."

The level of **coral bleaching** currently is similar to the bleaching catastrophe which happened in 1998, where up to 97 percent of corals in some areas bleached and caused many reefs around the islands to collapse into rubble.

Bleached coral continues to live, but without its colourful symbiotic algae it loses most of its food source and becomes extremely vulnerable to disease, predators and invasive organisms like seaweed and sponges. If the water temperature remains high, the coral will die.

Bijoux said, "Currently, the worrying trend is if the next bleaching event happens sooner than expected, that is before 17 years, it would not have sufficient time to bounce back to pre-bleaching levels."



File photo: A display of some of the affected corals taken from the Curieuse National Park. (Seychelles News Agency) Photo License: CC-BY

The target is to ensure that live coral remain at levels that were there before the bleaching of 1998.

"If the reefs donot get sufficient time to recover, they will become smaller and eventually upset the ecosystem as many underwater species depend on the coral reefs for food and shelter," said Bijoux.

For an island state like Seychelles, coral reefs are extremely important as they contribute to the two most important sectors of the country's economy -- tourism and fisheries.

Coral reefs are affected by natural factors such as cyclones and El Niños, as well as man-made factors such as pollution and physical destruction which includes reclamation projects, walking on reefs, as well as dropping of anchors on the reefs.

"One way that humans can protect the reef is by ensuring that the water that runs off into the sea are of better quality with very little or no nutrients. Nutrients promote the growth of algae, which grows faster that the coral reefs," explained Bijoux.

Nature Seychelles, a local non-governmental organisation, started the country's first scientific coral restoration program seven years ago to reverse the trend. Taking corals that had survived the 1998 bleaching, the organisation grew over 45,000 fragment of corals in underwater nurseries and planted a degraded area in the Cousin Island special Reserve covering the size of a football field.



File photo: One of the trainees Ron Kirby carrying out a baseline survey of a donor site. (**Nature Seychelles**) Photo License: All Rights Reserved

"This has been acknowledged by experts as the world's largest coral reef restoration program using a specific method called coral gardening," said Nirmal Jivan Shah, the chief executive.

The **Seychelles Marine Parks Authority** (SNPA) is currently undertaking another coral nursery project since the end of 2015 off Curieuse Island to try and restore the reefs.

Bijoux said that there are reefs which have degraded and without manual help, they will not recover.

"There are a few instances where some corals have not been affected by bleaching, which means that there is certain resilience. We are therefore taking small samples of these corals, make them grow and then use them to rehabilitate other coral reefs which have been affected by bleaching," he explained.

In February, as part of the Valentine's Day activities, guests at the **Four Seasons Resort Seychelles** had to prepare a rescued coral fragment from the reef bay and attach it to a heart-shaped metal frame, which was then transplanted into the nursery for full recovery. The fragment will then be transplanted back to the reef in its natural habitat.



File photo: The tagline, 'Love Grows Beautiful Things '(**Four Seasons Resort Seychelles**) Photo License: CC-BY

Looking to the future, Shah told SNA that "We cannot turn back the clock and what is gone is gone. We have to now design new types of reef – designer reefs as we call them.

The **Nature Seychelles**' Reef Rescuers' team who are in the water all the time has recently discovered "super corals" that have not bleached at all.

"We are now growing 3,000 fragments of these in our nurseries so we can design and plant new, climate-proofed coral reefs," added Shah.

In the Indian Ocean, Seychelles, a group of 115 islands, is the most vulnerable as it is much closer to the equator and thus the water is warmer than neighboring countries of Reunion and Mauritius.

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7057/Survival+of+Seychelles+coral+in+jeopardy%2C+says+marine+biologist